



Bureau de dépôt -
Bruxelles X
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 98 - OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2018



RÉFUGIÉ POPULAIRE, PAULO FREIRE

Le métier de syndicaliste en débat
Contre le sexisme dans l'espace public



Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

L'Éducation permanente est notre quotidien la formation notre spécialité.

CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02.246.38.41-43
Fax: 02.246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Mario BUCCI, Virginie DELVAUX, Charlotte DE LEU, France HUART (coordination), Marie-Frédérique LORANT, Zoé MAUS, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT, Sophie WIEDEMANN

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Luan ABEDINAJ, Bernadette BOURDOUXHE, Mario BUCCI, Géraldine CAMBRON, Julien DEJON, Charlotte DE LEU, Virginie DELVAUX, Luc DUSOULIER, France HUART, Jean-François LIBOTTE, Zoé MAUS, Irène PEREIRA, Sophie WIEDMANN

PHOTOS : Jean-Louis SEGUIN

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER RECYCLÉ PAR DCL PRINTERS

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25 – Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITRICE RESPONSABLE : Virginie DELVAUX – Chaussée de Haecht, 579 – 1030 Bruxelles

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be



ÉDITORIAL

L'espérance est un risque à courir 3

ANALYSE

Radicalisons la pédagogie..... 4
Remettre à l'ordre du jour la pédagogie de la conscientisation 6
Causeries sur nos pratiques d'éducation permanente 9

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Pour déconstruire les préjugés sur les réfugiés.e.s,
les migrant.e.s et les sans-papiers..... 11
Investissez dans les paradis sociaux 13
Agis t'es du local 13
Le métier de syndicaliste en débat à Bruxelles..... 14
Contre le sexisme dans l'espace public..... 15
Vos vœux 2019 aux couleurs de la solidarité 17
Questionner le sens du travail social, hier et aujourd'hui 17

EN RÉGIONS

Pour les élections de mai 2019 18
Après les élections communales 18

MÉMOIRES EN RÉSUMÉ

Bien plus que du jouet 19
Cinéma des champs, cinéma des villes 19
Activation de l'accès des enfants à leurs droits culturels 20

EN BREF..... 21

AGENDA 23

FICHE PÉDAGOGIQUE

Comment construire une culture numérique critique?

Virginie DELVAUX ◆ directrice du CIEP communautaire

L'espérance est un risque à courir¹

Quand on pense à Paulo Freire, ce pédagogue brésilien qui développa d'importants programmes de soutien à l'alphabétisation des adultes au Brésil et au Chili, arrive en tête une cascade de concepts cherchant à nous présenter son œuvre : pédagogie critique, pédagogie de l'opprimé, pédagogie de la conscientisation, de l'autonomie, de l'espoir et j'en passe. Mais le mot qui, associé à « pédagogie » et « Paulo Freire », a retenu plus particulièrement mon attention est « utopie ». Découle alors cette question : quel lien pouvons-nous faire entre « pédagogie » et « utopie » ? Ces deux termes font-ils si implicitement bon ménage ?

Aux premiers abords, pas forcément. Comme l'explique François Galichet², la pédagogie concerne avant tout le réel (à destination de personnes réelles dans une société réelle), alors que l'utopie fait référence à l'imaginaire, et donc en opposition au réel. On pourrait dès lors, dans un premier temps, conclure que nous sommes face à des termes carrément antinomiques mais seulement si on occulte une dimension importante de la pédagogie : l'imaginaire. Car la pédagogie, dans tout ce qu'elle déploie - et si on accepte de dépasser son côté purement scientifique fait de techniques et de pratiques - dit aussi des choses sur ce que devrait être l'éducation en y projetant à chaque essai les contours d'une société idéale caractérisée.

Pourtant, comme le montre Philippe Meirieu³, quand on se réfère aux grandes idées utopiques des XIX^e et XX^e siècles, la place de l'éducation dans ces cités y est largement absente, voire même indésirable : la *République* de Platon, l'*Utopie* de Thomas More, ou la face sombre de 1984 d'Orwell présentent des sociétés faites de sélections, de prédestinations, de places

assignées : rouages parfaits d'une société parfaite. Pas de place pour l'éducation dans ces sociétés utopiques.

On peut donc légitimement se demander s'il existerait finalement une place pour l'éducation et la pédagogie dans le projet utopique ? Philippe Meirieu en fait cependant l'hypothèse mettant en avant un possible chemin, voire un pari, vers une pédagogie qui porterait sur une reconnaissance réciproque et inconditionnelle de l'Humanité.

Et des chemins de ce type, il y en a de toutes sortes qui se sont tracés au cours de l'Histoire : de Rousseau à Rancière en passant par Montessori, Freinet, Paulo Freire, etc., chacun.e, à leur manière, selon leur contexte, propose une pédagogie qui se fonde sur une éducation authentique soutenant un idéal égalitaire démocratique profond et cherchant à former femmes, hommes ou enfants en vue de les rendre prêt.e.s à affronter toutes les conditions et à s'émanciper de ce qui les aliène. Il y a donc bien un lien à rendre tangible entre « utopie » et « pédagogie ». Voilà pourquoi nous avons souhaité vous re-parler de Paulo Freire qui associait si bien ces dimensions dans sa réflexion et sa pratique et que nous nous ré-

appropriions encore aujourd'hui avec conviction.

Je vous souhaite donc que cette année 2019 soit, comme au CIEP, faite de pédagogie, d'éthique et de politique. ■



Reportage &

1. BERNANOS Georges, *Journal d'un curé de campagne*, Paris, 1936. Écrivain français (1888-1948), Bernanos a fait partie des personnalités ayant inspiré Freire.
2. GALICHET François, « La pédagogie comme fondement d'une utopie éthique », *Imaginaire et Inconscient*, 2006/1, n° 17, pp. 101-116 (en ligne) www.cairn.info/revue-imaginaire-et-inconscient-2006-1-page-101.htm
3. MEIRIEU Philippe, *La pédagogie comme utopie*, *Colloque du GFEN 16-18 septembre 2016*, visible sur <https://youtu.be/EmQMSUwH1EA>

RÉFUGIÉ POPULAIRE, PAULO FREIRE

Irène Pereira, IRESMO ♦ (Institut de recherches et d'études sur le syndicalisme et les mouvements sociaux¹, Paris)

Radicalisons la pédagogie

Une pédagogie a été pensée par le philosophe et pédagogue brésilien Paulo Freire (1921-1997) comme un vecteur de transformation sociale². C'est de cette manière que l'envisage aujourd'hui encore tout un ensemble de pédagogues dans le monde, mais également plus récemment dans l'Europe francophone.

L'Institut Bell hooks/Paulo Freire

Créé en juin 2018 suite à un colloque international sur les « Pédagogies émancipatrices » qui a eu lieu à Paris, l'Institut Bell hooks/Paulo Freire³ a été inauguré par l'une des filles de Paulo Freire, Cristina Heiniger. Son objectif est de développer les pédagogies féministes et critiques dans le sillage de Paulo Freire et de Bell hooks.

Le pédagogue brésilien Paulo Freire n'est pas seulement l'auteur de *Pédagogie des opprimés* (1968), mais il est également à l'origine d'un vaste courant international : les pédagogies critiques. De son côté, l'états-unienne Bell hooks⁴, dans le sillage de Paulo Freire, s'est particulièrement investie dans le développement de la pédagogie féministe critique. En effet, il existe différents sous-courants des pédagogies critiques : marxistes, féministes, queer, décoloniales, intersectionnelles...

L'Institut Bell hooks/Paulo Freire est en lien avec le réseau international Unifreire. Le réseau des communautés freiriennes organise tous les deux ans le Forum international Paulo Freire. Il existe ainsi de nombreux Instituts Paulo Freire dans le monde (États-Unis, Brésil, Canada - et en Europe - Portugal, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni).

La lettre d'information de l'Institut Bell hooks/Paulo Freire permet d'être tenu au courant des publications et des événements en relation avec les pédagogies féministes et critiques. Il organise également un séminaire mensuel. Son objectif est aussi de soutenir la publication, la traduction et la recherche en langue française sur ces sujets.

Le réseau pédagogies radicales

Lancé à l'initiative de l'Institut Bell hooks/Paulo Freire, du Centre numérique de documentation Paulo Freire et de l'IRESMO, le

Réseau Pédagogies radicales vise à créer des liens – échanges d'informations et organisations d'événements en particulier – entre des collectifs indépendants, mais qui souhaitent développer les pédagogies radicales. Cette expression vise à regrouper l'ensemble des pédagogies qui se donnent pour objectif de lutter contre les discriminations et les inégalités sociales de classes, de sexes, de races, LGBTQIphobies, handiphobes et capacitistes...

Le réseau de pédagogies radicales a rapidement été rejoint par le collectif *Aggiornamento Hist-géo*, le collectif *SVT Égalité* et le site internet *Pour une éducation Populaire de transformation sociale*. L'objectif du réseau n'est pas seulement de mettre en lien des collectifs qui travaillent déjà sur les pédagogies radicales, mais également d'aider des collectifs à se monter partout dans l'Europe francophone autour de ces questions. Des membres du réseau pédagogies radicales se déplacent en particulier lors de stages pédagogiques et syndicaux pour présenter ce réseau.

Paulo Freire : un peu oublié et incompris dans l'espace francophone

Les pédagogies critiques, et de manière générale l'ensemble des pédagogies radicales, sont nées dans le sillage de l'œuvre du pé-



Reportage &

dagogue brésilien Paulo Freire. Son travail a été bien souvent restreint dans les pays de langue française à sa méthode d'alphabétisation des adultes et à son activité antérieure aux années 1980. Après la fin de son exil en Suisse en 1980, suite à la dictature dans son pays d'origine, il retourne au Brésil et que l'on perd en grande partie sa trace dans les pays francophones. Pourtant, dans les pays de langue anglaise, portugaise et espagnole, son héritage intellectuel reste extrêmement vivace. Il continue son activité de pédagogue au Brésil jusqu'à sa mort en 1997 et il est aujourd'hui encore un auteur extrêmement cité dans la littérature en sciences humaines et sociales.

Néanmoins, dans les pays de langue française, non seulement Paulo Freire est resté cantonné à un auteur post-mai 68 (*Pédagogie des opprimés* a été publié en France en 1974), mais il est lu de manière réductrice. Son image dans le milieu de l'éducation populaire insiste surtout sur sa critique de la « *pédagogie bancaire* » (transmissive). Paulo Freire, lui-même, se plaint des mauvaises lectures qui sont faites de son œuvre : on en fait un tenant de l'éducation nouvelle, du subjectivisme... On confond ses positions avec la non-directivité de Carl Rogers...

En réalité, l'œuvre de Paulo Freire, fortement marquée par Hegel et Marx, est caractérisée par un mouvement dialectique. Il refuse de trancher en faveur d'un des pôles des antinomies pédagogiques. Ainsi, Paulo Freire n'est ni un tenant de l'approche

« Accueillir à la fois les savoirs d'expériences sociales des apprenant.e.s et les savoirs scientifiques théoriques. »

puero-centrée, ni de l'approche magistro-centrée. Il considère que l'éducation est un processus mutuel et dialogique où les enseignant.e.s et les apprenant.e.s se forment ensemble. Là encore, il refuse de trancher entre les types de savoir et de considérer qu'un seul serait socialement légitime : il s'agit d'accueillir à la fois les savoirs d'expériences sociales des apprenant.e.s et les savoirs scientifiques théoriques. La conception de l'éducation de Paulo Freire consiste justement dans le passage d'une conscience naïve à une conscience critique. La conscience naïve est celle de la vie de tous les jours. Cette conscience peut être aliénée (fataliste) ou rebelle. Mais l'éducation a pour but quant à elle d'amener les apprenant.e.s à connaître la « *raison des choses* » et à ne pas se contenter de leur expérience subjective personnelle. La conscientisation a de ce fait un sens bien précis. Elle consiste dans la prise de conscience des structures sociales, des rapports sociaux, qui expliquent les inégalités sociales. Elle implique donc une prise de conscience systémique.

Ainsi, Paulo Freire, contrairement à ce que semblent penser ceux et celles qui restreignent son œuvre à une critique de la



Reportage &

pédagogie « bancaire » accorde au contraire une grande place à la théorie dans sa pédagogie. Il appelle ainsi « *praxis* » l'articulation entre la théorie et la pratique. Sans la pratique, la théorie est impuissante. Mais privée de la théorie, la pratique est aveugle.

L'évolution théorique dans la pédagogie critique

La pédagogie critique issue de l'œuvre de Paulo Freire n'en est pas restée un mouvement figé sur l'exégèse des ouvrages du pédagogue brésilien. Au contraire, Paulo Freire n'a cessé de proclamer qu'il s'agit de le réinventer et non pas de le copier.

Durant les années 1980, la pédagogie critique est marquée par une influence marxiste hétérodoxe provenant de l'École de Francfort. Les pédagogues critiques dénoncent la réduction à une vision techniciste de l'éducation : comment dans les programmes scolaires s'insinuent des contenus en lien avec les demandes de l'économie capitaliste.

Dans les années 1990, d'autres thématiques conduisent à l'apparition de nouveaux courants de la pédagogie critique : l'éco-pédagogie (écologie), la pédagogie critique anti-raciste, la pédagogie critique féministe, la pédagogie queer (questions LGBTQI)...

Les années 2010 sont marquées par des tentatives d'unifier ces différents courants à partir d'une perspective qui permet de les articuler : c'est le cas de l'intersectionnalité – qui croise les oppressions de sexe, de race et de classe sociale – ou du décolonial par exemple. Peter MC Laren théorise ainsi la pédagogie critique révolutionnaire en lien avec le marxisme et la théorie décoloniale latino-américaine.

Anti-oppression, enseignement pour la justice sociale...

Les pédagogies radicales, anti-oppressives, critiques ou tout autre nom qui leur est donné visent à permettre aux personnes oppri-

mées et à celles en situation de privilèges sociaux de conscientiser le caractère systémique de leur situation.

Du fait de l'existence d'une multiplicité d'oppressions, aucun individu, quasiment, n'est totalement privilégié et personne n'est totalement opprimé. Pour que des luttes possibles qui réunissent les différentes personnes opprimées, il est nécessaire que chacun.e prenne conscience de la situation d'oppression que peut vivre autrui. En effet, le fait de bénéficier d'un privilège social a pour conséquence que ceux-ci ne sont pas perçus par ceux et celles qui en bénéficient et même qu'ils invisibilisent les oppressions que vivent d'autres personnes.

Mais les pédagogies critiques, anti-oppressives ou radicales ne se contentent pas de déclencher un processus de conscientisation, elles visent à faire passer à l'action collective pour la transformation sociale. Pour cela, il est nécessaire de développer chez les personnes qui veulent agir pour la justice sociale des dispositions à l'action. Le théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal⁵ poursuit entre autres cet objectif. En jouant des situations d'oppression réalistes et en essayant de les remettre en question, les personnes développent leurs capacités à agir face à ces situations. ■

Luc Dusoulier ♦ Solidarité Santé Sud

Remettre à l'ordre du jour la pédagogie de la conscientisation

À l'heure où l'information, la « communication », les stratégies de marketing... semblent se substituer à un véritable travail d'éducation populaire, il est impératif de remettre à l'ordre du jour la question d'une véritable pédagogie critique, une « *pédagogie des opprimés* », une pédagogie de la conscientisation, telle que l'avait construite et conceptualisée Paulo Freire. Confrontés aux limites de multiples actions d'informations, de sensibilisation mises en œuvre dans tous les domaines, des acteur.rice.s engagé.e.s proposent d'opter résolument pour cette pédagogie, le « *former pour transformer* ». Car, si les causes des échecs sont nombreuses et complexes, il est manifeste que le manque de réelle participation des premier.ère.s concerné.e.s aux projets d'émancipation, de leur conception à leur réalisation, et que l'absence de prise de conscience profonde des causes racines de la pauvreté et des inégalités, et de l'élaboration des stratégies d'action par les populations elles-mêmes, sont une des causes majeures des impasses. L'incapacité de la plupart des acteur.rice.s de débusquer les « causes racines » des problèmes, les conduit inmanquablement dans des impasses d'autant plus frustrantes qu'on s'interdit les moyens d'en comprendre les véritables raisons.

Il n'est guère nécessaire ici de rappeler longuement que les conquêtes sociales, culturelles, politiques et économiques ont

1. <https://iresmo.jimdo.com>
2. Voir PEREIRA Irène, *Paulo Freire, pédagogue des opprimé.e.s. Une introduction aux pédagogies critiques*, Éditions Libertalia, 2018 (Coll. N'autre école n° 10) et le Dossier « Paulo Freire et la pédagogie critique », sept. 2016 (en ligne) <https://iresmo.jimdo.com/2016/09/11/dossier-paulo-freire-et-la-pedagogie-critique/>
3. <https://emancipaeda.hypotheses.org/>
4. Connue sous le nom de « bell hooks », Gloria Jean Watkins (1952) est une féministe intellectuelle américaine, qui s'intéresse aux relations entre race, classe et genre, et à la production et la perpétuation des systèmes d'oppression et de domination se basant sur eux.
5. *Le théâtre selon Augusto Boal. L'inventeur du théâtre de l'opprimé et sa méthode d'improvisation* (en ligne) www.theatrons.com/impro-augusto-boal.php

Pour aller plus loin

- Institut Bell hooks/Paulo Freire: <https://emancipaeda.hypotheses.org/>
- Centre numérique de documentation francophone Paulo Freire: www.cndf-dagogies
- Réseau Pédagogies radicales : <https://iresmo.jimdo.com/2018/08/17/charte-du-r%C3%A9seau-de-p%C3%A9dagogies-radicales/>

toujours et partout nécessité de longues et âpres luttes. Pour être efficaces, celles-ci doivent s'appuyer sur des organisations puissantes, capables de produire des études et analyses pertinentes, de proposer une stratégie cohérente, de former des leaders et cadres en grand nombre et, enfin, de mener une action incessante d'éducation populaire, sans laquelle il n'est pas possible de mobiliser en masse et durablement les travailleur.euse.s et l'ensemble des exploité.e.s.

L'impérative conscientisation populaire

Pour rendre possible ce qui est nécessaire, il faut d'abord le rendre concevable pour le plus grand nombre. Le premier enjeu est dès lors culturel, idéologique. Une vie humaine engage bien plus de dimensions que celles que nous laissent voir les indicateurs économiques : des dimensions sociétales, culturelles, écologiques ou environnementales. Ce n'est qu'en agrégeant toutes ces dimensions que la vie prend sens. Et poser les questions en tant que sujets de notre histoire : que voulons-nous devenir ? Quelle société voulons-nous ? Quel type d'hommes et de femmes voulons-nous produire ? Pour avoir un impact sur nos réalités, pour espérer les transformer dans un sens conforme aux aspirations populaires, nous devons avoir la capacité de nous comprendre nous-mêmes. Mais, comment ceci serait-il possible si notre accès à nos réali-



Reportage &

tés passées et présentes passe par la médiation des instruments intellectuels mis à disposition par l'idéologie des dominant.e.s ? Ces questions ne peuvent rester celles de quelques cercles intellectuels, elles doivent devenir celles des populations. Sans l'implication et la mobilisation populaire, rien ne sera possible. Il faut les rendre possibles et efficaces. Les classes populaires doivent prendre conscience, exprimer leur représentation des réalités, leurs aspirations profondes, leur vision du bien commun et de l'avenir et des moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre. Il s'agit bien de **passer véritablement des SENS à la CONSCIENCE.**

Car selon K. Marx, « *il ne s'agit plus seulement de comprendre le monde, mais de le transformer* ». « *Former pour transformer* », c'est bien là l'enjeu. La pédagogie de la conscientisation de Paulo Freire constitue un outil puissant pour transformer profondément et durablement les réalités. Ses réussites, dans plusieurs pays où elle fut mise en œuvre, tout autant que la répression dont elle fut souvent l'objet, démontrent à suffisance sa pertinence et sa puissance.

La pédagogie de la conscientisation postule une option radicale pour les pauvres, les exclu.e.s, les opprimé.e.s, les damné.e.s de la terre. C'est dire (en passant) l'impérieuse nécessité pour les mouvements progressistes d'Europe d'être capable de se « décentrer » et ne pas penser le monde et les enjeux à partir de nos seules réalités... Capacités de rupture conceptuelle, de changer de cadre, de proposer nos propres règles du jeu... sont autant d'impératifs qui sous-tendent la volonté de transformer radicalement l'ordre du monde inique et impitoyable pour les faibles.

La pédagogie des opprimés, comme on l'a aussi appelée, postule la prise en compte radicale de tout homme et de tous les hommes et toutes les femmes, comme sujet de leur histoire. « *Ce que vous prétendez faire pour moi, mais sans moi, vous le faites contre moi* », disait Gandhi. Encore et toujours, il nous faut dénoncer les « abus de savoir », qui préparent et justifient toujours

les abus de pouvoir, et rompre avec le mythe des expert.e.s. La pédagogie de la conscientisation postule une option radicale pour les pauvres, les exclu.e.s, les opprimé.e.s, elle prend en compte les rapports dialectiques qui s'installent entre oppresseur.e.s et opprimé.e.s, mais aussi entre formateur.rice.s et « formé.e.s ».... Elle est profondément éthique dans ce sens où elle refuse définitivement toute manipulation des consciences, les pratiques de simple propagande (fut-ce pour la bonne cause...). Elle se fonde sur un dialogue exigeant et permanent, en pratiquant sans répit la pédagogie de la question. Elle constitue une pédagogie de la praxis, articulant sans cesse pratique et maîtrise des outils conceptuels et théoriques permettant une stratégie pertinente. Elle reste d'une certaine façon utopique, dans le sens où elle prend en compte les risques de reproduction des rapports de domination, y compris entre les opprimés et au sein même du Mouvement de libération.

Sa mise en œuvre suppose et nécessite temps long, patience, écoute, dialogue fécond, confrontation des idées, détermination et courage... Les formations que nous avons la prétention d'organiser aujourd'hui, pèchent le plus souvent par l'absence qua-

« Sans l'implication et la mobilisation populaire, rien ne sera possible. »

si-totale de ces qualités. Elles ne sont plus que discours, là où il faut réhabiliter et libérer la parole... pour une parole qui libère. Le temps que cela demande est-il compatible avec l'urgence de la



question sociale ? La question peut être recevable. Nous n'avons pourtant pas le choix.

Encore faut-il pour en faire une réalité, disposer de leader.e.s, de cadres et de formateur.rice.s éclairé.e.s, outillé.e.s correctement pour répondre aux défis. Car la pédagogie de la conscientisation est exigeante. Elle ne peut être efficace que menée par des leader.e.s/formateur.rice.s qui vivent au cœur des communautés et partagent leur existence, leurs craintes et leurs espérances.

Tout qui prétend la mettre en œuvre devra réaliser l'effort intellectuel d'en comprendre les fondements et les implications. Et s'attacher ensuite à en maîtriser la méthodologie et les étapes. Ne pas réaliser cet effort pourrait faire courir le risque de pervertir la démarche, et de retomber insensiblement dans les travers d'une conception « bancaire » de la formation. Car le processus est délicat. Il repose sur deux phases principales. La première phase est celle de ce que Freire appelle la « conscience transitive », qui émerge quand les êtres humains abandonnent leur conscience magique (intransitive, qui pourrait aussi être qualifiée de conscience réifiée) et perçoivent les rapports de domination existant au sein d'une situation existentielle, les thèmes et les arguments idéologiques qui les supportent et les légitiment. Cette transitivity naïve, ingénue, élémentaire, immergée dans l'immédiateté de la vie s'appuie sur des lectures de sens commun, émotives, généralisantes et simplificatrices des problèmes en jeu, mais sans les saisir dans leurs dimensions sociales structurelles. Elle constitue un moment « obligatoire » dans le processus et doit faire l'objet d'une grande attention de la part des formateur.rice.s, tant cette étape peut s'avérer délicate. Elle se traduit plus par la polémique, la frustration, etc., que par le dialogue. Si le processus se bloque sur cette conscience « transitive », il peut se cristalliser dans des postures fanatiques. Le passage à la conscience critique, la seconde phase, que Freire dissocie nettement de la conscience fanatisée et sectaire, implique l'intervention médiatrice du.de la formateur.rice et de la pédagogie critique que celui.celle-ci met en œuvre. La conscience critique conduit à la problématisation de la situation existentielle, à son analyse, à l'identification de raisons ou de facteurs interprétatifs de la situation analysée et

d'actions potentielles à entreprendre pour résoudre le problème social. Elle est à la base d'une démarche émancipatrice.

Les situations sociales concrètes appellent très souvent des solutions de court terme. On ne peut esquiver cet impératif d'améliorer la vie concrète, ici et maintenant. Pour autant, cela ne peut en aucun cas dispenser de penser les structures qui génèrent tant de situations inacceptables, et de proposer des actions qui pourront modifier cet ordre du monde permettant une opulence arrogante pour quelques-uns, et maintenant des populations entières dans l'exploitation, l'exclusion et l'humiliation. Y tendre suppose la mobilisation du plus grand nombre, de façon consciente et délibérée. Il faut pour cela travailler sur les consciences. Celles et ceux qui veulent changer le monde sont tout à la fois capables de préserver au plus intime d'eux-mêmes les capacités d'indignation et de colère face aux injustices cruelles, et de faire preuve de persévérance, de patience stratégique, de respect profond pour les premier.ère.s concerné.e.s par l'oppression.

« *L'intelligence, l'érudition, le courage..., sont peu de choses face à cette faculté unique : transformer en force pratique les idées qui tourmentent les hommes. Les révolutionnaires sont comme des guides de montagne. Ils ne seront jugés ni sur la hauteur du sommet qu'ils atteignent, ni sur le temps qu'ils auront mis pour y arriver, mais sur le nombre de femmes et d'hommes qu'ils auront été capables d'amener avec eux* » (Jean Jaurès)...



La pédagogie de la conscientisation, une pédagogie pour l'Afrique

Un livre plus théorique *La pédagogie de la conscientisation* et un guide pratique *Former pour transformer* viennent de sortir de presse autour de la question de la conscientisation populaire. Se basant sur des expériences menées en RDCongo, ces deux ouvrages sont incontournables pour cerner et mettre au point une approche pédagogique populaire, en rupture avec les conceptions dominantes de l'éducation et pour donner aux acteur.rice.s les moyens de transformer leur environnement.

Le Guide pratique du.de la formateur.rice a pour objectif de « fournir aux leaders et animateurs des communautés de base les outils concrets pour pratiquer la dite pédagogie sur le terrain, en les utilisant (...) sans esquiver les différentes étapes qui, toutes, ont leur importance dans le processus qui doit impérativement mener à une action de transformation du milieu ».



BISIMWA GANYWA Etienne, DUSOULIER Luc et RUGARABURA Emmanuel, *La pédagogie de la conscientisation. Une pédagogie pour l'Afrique; Former pour transformer. Le guide pratique du formateur*, Neufchâteau, Weyrich Africa, 2018.

Charlotte de Leu et Zoé Maus ◆ permanentes CIEP Communautaire

Causerie sur nos pratiques d'éducation populaire...

En Belgique plus qu'ailleurs, la notion d'éducation populaire est ambiguë. En effet, l'existence d'un vaste réseau d'organisations d'éducation permanente, subsidiées par les pouvoirs publics et encadrées par un décret (en 2003) rend le travail de ces organisations plus facile de par les moyens dont elles disposent mais oblige également les activités d'éducation permanente à respecter une temporalité et des exigences qui rendent parfois leur travail plus compliqué et éloigné de l'esprit de Paulo Freire lorsqu'il travaillait avec les populations les plus démunies du Nordeste brésilien. Le leitmotiv qui animait Freire était de s'éduquer ensemble, de partir du vécu et des connaissances de chacun.e, une phrase illustre sa démarche : « *Personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde* ». Par ailleurs, Paulo Freire définit l'éducation populaire comme étant « *une approche éducative qui tend à examiner collectivement les expériences quotidiennes d'un point de vue critique et à faire valoir l'organisation de mouvements sociaux luttant contre les injustices dans une perspective politique de défense des intérêts des marginalisés* ». Si cette idée rejoint largement les intentions qui sont celles du Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) dans ses actions d'éducation et d'émancipation ainsi que le « Voir, Juger, Agir » cher à nos organisations, elle n'est pas sans questionner nos pratiques quotidiennes.

L'éducation permanente sur les traces de l'éducation populaire

« *Où va le monde et que peuvent les hommes ?* » Selon Christian Maurel, c'est à ces deux questions que l'éducation populaire tente à sa manière de répondre : comment faire pour que les hommes (et les femmes) puissent individuellement et collectivement faire l'Histoire et construire leur devenir commun?¹ Le but des actions d'éducation populaire est d'éveiller un questionnement qui va murir et continuer à vivre en dehors de l'action elle-même. Il ne s'agit pas de proposer un discours auquel adhérer, il s'agit d'ouvrir le dialogue. Plusieurs formes d'actions sont possibles : investir l'espace public pour aller à la rencontre des gens et recueillir leur parole, drainer du public au sein des institutions pour entamer une démarche d'éducation populaire, confronter au réel à travers la rencontre d'autres vécus, passer par l'expérience, ...

Lors de la journée Interciep de mai dernier, rassemblant les animateurs et animatrices du CIEP-MOC, le souhait était de pouvoir se pencher sur les liens qui unissent les deux types de pratiques et surtout sur ce dont nous avons hérité de Paulo Freire et de ses pratiques. Cette journée avait pour ambition de faire

émerger les questionnements que les animateur.ice.s du CIEP se posent au quotidien, quant à leur rôle d'éducateur.ice populaire et les contraintes inhérentes à l'institutionnalisation de leurs pratiques (notamment en regard du décret de l'éducation permanente). L'article 1^{er} du décret de 2003 renvoie à des objectifs d'émancipation et de citoyenneté active. Or, de nombreuses questions se posent par rapport à la réalisation de cet objectif : « *Quels sont les freins à la mise en œuvre de l'éducation populaire en Belgique ? Est-il possible de concilier émancipation collective et actions ponctuelles, si oui, via quels outils ? Quel est le sens et quelles sont les valeurs des actions d'éducation populaire menées par nos organisations ? En quoi les pédagogies critiques peuvent-elles soutenir nos pratiques en tant que mouvement social ?* » Quelques-unes de ces questions ont animé le world café organisé lors de cette journée.

Tensions entre les impératifs institutionnels et les objectifs émancipateurs

Cette journée a permis de questionner nos pratiques pour assumer les rôles qui nous sont imposés en tant qu'animateur.ice.s en éducation permanente contraint.e.s de jongler avec des logiques de financement inscrites dans des attentes institutionnelles plus larges et nos objectifs propres de mouvement populaire. Deux autres tensions sont souvent revenues dans les discussions : la temporalité et les priorités imposées par les pouvoirs subsidiaires (qu'ils soient structurels ou ponctuels), eux-mêmes impactés par les différentes orientations budgétaires des gouvernements.

La première tension, celle de la temporalité, semble incompatible avec nos visées émancipatrices. En effet, comment faire de l'émancipation lorsqu'on n'est en contact avec le public que pour une durée limitée ? Prendre le temps de l'écoute, donner le droit à la parole et co-construire avec les publics un discours propre sur leur vécu demandent du temps. Ce temps du processus d'éducation populaire semble de plus en plus mis à mal. Se poser, partir de la base pour mobiliser, demandent de multiples rencontres avec les participant.e.s à nos activités, rencontres à replacer au cœur de nos priorités. Le « Voir-Juger-Agir » engage nos publics dans ce processus. L'écoute en est une notion essentielle. Nous concevons cette méthode de manière systémique et non pas linéaire, commencer par l'agir pouvant permettre d'amorcer une démarche d'éducation populaire.

L'action ponctuelle est une modalité pour entrer en relation avec le public, base nécessaire à toute démarche qui part des individus, de leurs besoins et de leurs perceptions. Elle se situe dans le « Voir » et s'inscrit dans un processus qui offre des perspectives



d'engagement dans les étapes suivantes (le « Juger » et l'« Agir »). Nous soulignons toutefois un point de vigilance les concernant car elles modifient la perspective de l'évaluation qui tend à mesurer le succès sur le seul critère du nombre de participant.e.s négligeant ainsi les critères qualitatifs nécessaires à l'évaluation de tout processus long.

La deuxième tension est celle de priorités et objectifs fixés préalablement, qui ne sont pas nécessairement ceux des publics auxquels on s'adresse ni ceux des processus d'émancipation dans lesquels le MOC souhaite s'inscrire. S'ajoutent à cela des obligations de résultats plutôt que de moyens dans nos activités, ce qui ne correspond pas aux processus d'émancipation populaire, ainsi que des contraintes financières limitant les possibilités d'action.

C'est donc souvent dans ce cadre que nous devons travailler, ce qui rend notre tâche complexe. Les appels à projets auxquels nous répondons (et les programmes dans lesquels nous nous intégrons) imposent bien sûr des objectifs pensés pour les publics, mais ne rencontrent pas nécessairement leurs attentes concrètes et ancrées dans des réalités propres à chacun.e des participant.e.s. Si l'objectif du décret est de rendre les citoyen.ne.s actif.ve.s et critiques, comment imaginer atteindre ce résultat en une ou deux « séances » ?

Mobiliser et mettre en confiance

Il est de plus en plus difficile de mobiliser entend-on. Cette question est d'autant plus cruciale qu'un des problèmes pointés est justement celui de la mobilisation. Notre public est diversifié et vient chercher un « service » bien spécifique ou une réponse à des problématiques individuelles. Comment dès lors développer des projets fédérateurs ? Transformer nos priorités et placer l'adhésion et la cohésion au centre de notre démarche permet d'offrir un espace sécurisé où chacun.e se sent en confiance pour parler de lui, de son intime. Il s'agit d'une étape préalable qui identifie des thématiques sur lesquelles on peut mener des actions collectives qui collent aux attentes du public. Incrire nos pratiques dans une vision sur un projet de société plus large nous permet également d'associer nos publics au processus.

A contrario, nous pouvons utiliser cette logique comme outil offrant des possibilités d'engagement progressif dans un processus d'éducation populaire et comme première porte d'entrée dans l'émancipation mais aussi comme premier contact de nos publics avec les valeurs du MOC.

À cette question de la mobilisation s'ajoute également l'importance de pouvoir clarifier les rôles et les objectifs que nous visons en tant qu'animateur.ice en éducation populaire. Consacrer notre pouvoir d'agir nous permettra de développer une vision claire et des objectifs précis visant l'émancipation et placera, au cœur de nos préoccupations, les attentes du public.

Nos actions visent à redonner confiance à un public abimé, qui a intériorisé le discours néolibéral et qui ne place pas la militance comme prioritaire afin qu'il puisse se réapproprié son histoire et son pouvoir d'agir. Ce type de processus repose sur la co-construction et l'horizontalité, et part de là où sont les gens. Notre rôle est d'apporter des clés de lecture et de permettre au public d'agir quelle que soit la stratégie choisie, la lutte n'est en effet pas la seule forme d'action, des stratégies de contournement peuvent également être développées pour permettre au public d'agir.

Valeurs et sens de nos actions

Quelles sont ces valeurs et le sens sous-jacent à notre démarche ? Est-elle portée par un projet de société ? Transmettre des valeurs suppose que nous les portions et qu'elles soient cohérentes avec celles du mouvement. Travailler pour le MOC signifie être au service des autres et leur donner la parole en véhiculant les valeurs que sont notamment la solidarité, le combat contre les inégalités et le racisme ou encore le féminisme. Créer des rapports de forces ou des alliances permet de faire percoler dans nos actions le projet de société porté par le mouvement.

Cependant il ne s'agit pas de transmettre notre projet de société de manière frontale, nous ne sommes pas des porteur.se.s de « la bonne parole » mais plutôt des catalyseur.se.s. Il s'agit d'ouvrir le dialogue en étant en capacité de recevoir la parole de l'autre qui exprime un vécu, part d'une émotion, d'une colère qu'il nous faut accueillir pour impulser un processus d'éducation populaire.

N'oublions pas que nos publics développent également des stratégies d'actions propres, qui ne sont peut-être pas visibles ni identiques aux nôtres mais qui existent et constituent des leviers puissants sur lesquels nous appuyer pour développer des processus d'éducation populaire à visée transformatrice.

L'accès à l'information comme elle est vécue aujourd'hui modifie l'idée de la parole de l'expert.e détenteur.ice du savoir. Ne sommes-nous pas toutes et tous expert.e.s de notre propre expérience, n'avons-nous pas toutes et tous une expertise sur ce qui nous touche au quotidien ? Remettre cette « expertise » expérientielle au cœur de nos pratiques, permettra de développer des actions ascendantes sortant de la verticalité de l'expertise. Il s'agit d'utiliser nos dispositifs d'éducation populaire (et permanente) comme lieu d'expérimentation pour repenser l'action, innover et sortir de nos habitudes. Il importe dès lors de se donner le droit de développer une vision critique du contexte dans lequel nous évoluons ainsi que de nos pratiques et de permettre à nos publics de faire de même. C'est de cette façon que nous pourrions proposer d'autres manières de faire de l'éducation permanente...

1. MAUREL Christian, *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan, 2010.

Luan Abedinaj ♦ Responsable national *Migrants CSC et Diversité*



Pour déconstruire les préjugés sur les réfugié.e.s, les migrant.e.s et les sans-papiers

En période de crise économique, les préjugés sur les réfugié.e.s, les migrant.e.s et les sans-papiers ont la vie dure. Combien de fois n'entendons-nous pas dire : « *Il y a trop de migrants en Belgique* », « *On ne se sent plus chez nous* », « *Ils profitent de la sécurité sociale belge* », « *Ils vont prendre nos boulots* », « *Les migrants sont sous-qualifiés et pauvres* », « *Les migrants sont des délinquants* », « *Pour un réfugié, il suffit de débarquer chez nous pour recevoir 38 euros par jour* », « *Si on accepte trop de réfugiés, ça va tuer la sécurité sociale* », « *C'est honteux de consacrer autant d'argent à des étrangers alors que nos sans-abris belges dorment dans la rue* », ...

Outil de sensibilisation

Partant de ces constats, les Migrant.e.s CSC, permanent.e.s et militant.e.s, ont réalisé un outil de sensibilisation pour déconstruire les préjugés sur les réfugié.e.s, les migrant.e.s et les sans-papiers à destination d'un public très large : dé-

légué.e.s et militant.e.s syndicaux.ales, élèves et apprenant.e.s, personnes en formation ou stage professionnel, public dans l'insertion socio-professionnelle, demandeur.euse.s d'emploi, publics des diverses associations, etc.

Tout d'abord, il a fallu clarifier d'emblée les concepts de réfugié.e.s, migrant.e.s et sans-papiers car très souvent monsieur et madame Tout-le-monde mélangent tout et ne font pas la différence. D'autant plus que le socle de droit qui s'applique n'est pas le même, s'agissant d'un réfugié.e, d'un migrant.e. ou d'un sans-papiers.

Un.e réfugié.e est une personne qui a fui son pays parce qu'elle craint, avec raison, d'y être persécutée en cas de retour, du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays et ne veut y retourner. Les personnes qui introduisent une demande d'asile sont considérées comme des demandeur.euse.s d'asile tout au long de la procédure. Si leur demande est acceptée par le CGRA¹, alors elles obtiennent le statut de réfugié et un droit de séjour.

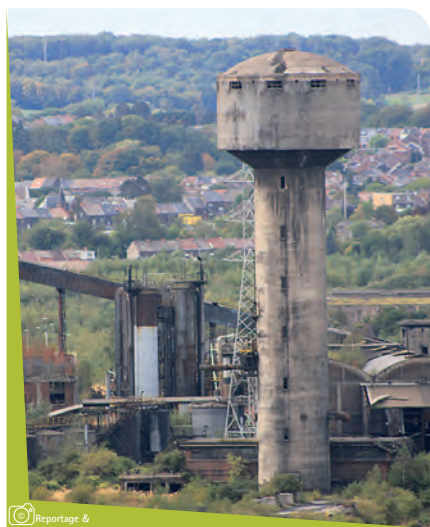
Un.e migrant.e est une personne qui quitte son pays pour aller vivre et travailler dans un autre pays pour de multiples raisons : économiques, sociales, culturelles et ce, de façon temporaire ou permanente. Le terme générique de migrant.e n'a pas une définition internationalement acceptée. Il se décline en une multitude de situations qui ouvrent ou non des droits. Les migrant.e.s se déplacent soit de manière volontaire, soit

de manière forcée en raison de la pauvreté, l'instabilité, l'absence de perspectives, etc. Quand on parle de réfugié.e, il s'agit du droit à l'asile qui est un droit fondamental de tout être humain et que tout pays démocratique qui a signé la Convention de Genève se doit de respecter et d'offrir l'accueil et la protection nécessaires aux demandeur.euse.s d'asile. Quand on parle de migrant.e économique, il s'agit d'une faveur qu'un État fait à un ressortissant de pays tiers en lui donnant l'accès au marché du travail.

Un.e sans-papiers est un.e demandeur.euse d'asile ou un.e migrant.e dont la procédure d'asile ou d'obtention d'un titre de séjour a échoué et qui n'a plus aucun recours possible. Le nombre des sans-papiers est estimé à plus de 100.000 en Belgique. La plupart d'entre eux, elles sont là depuis plusieurs années. Ils et elles sont obligé.e.s de travailler au noir pour survivre avec l'espoir d'obtenir un droit de séjour. Ils et elles n'ont aucun droit vis-à-vis de la sécurité sociale, malgré leur contribution à l'économie du pays. Le seul dispositif dont ils et elles peuvent bénéficier, c'est l'aide médicale urgente.

Un argumentaire face aux préjugés

La politique actuelle d'accueil et de la migration en Belgique est une politique qui criminalise les étranger.ère.s en les présentant comme des délinquant.e.s, comme une menace pour notre travail et notre sécurité sociale. Certains discours politiques donnent l'impression que nous sommes envahis par les étranger.ère.s qui représentent également une menace pour notre identité culturelle.



Certains partis politiques jouent avec les peurs de la population à des fins électoralistes. Ces partis politiques se nourrissent du terreau populiste en récupérant nos peurs et nos souffrances pour encourager la propagation de préjugés dangereux et destinés à nous diviser. C'est pourquoi il nous semblait important, en tant que syndicat, de déconstruire les clichés sur les étranger.ère.s afin de renforcer la solidarité entre tous et toutes les travailleur.euse.s, peu importe leur origine, lutter contre l'exploitation et la mise en concurrence.

La particularité de cet argumentaire est qu'il met le focus sur le socio-économique, le travail, la sécurité sociale afin de sensibiliser les délégué.e.s, les militant.e.s, les affilié.e.s et le grand public. Une série de préjugés entendus le plus souvent ont été identifiés. Ensuite, nous avons essayé de les déconstruire de manière simple et accessible. Des éléments très variés d'explication sont présentés, à commencer par les droits fondamentaux de l'être humain, les arguments démographiques, les données économiques, la richesse de l'interculturalité, etc.

Des animations

L'équipe des permanent.e.s *Diversité et Migrants* CSC propose également diverses pistes d'animation autour de l'argumentaire : jeu de rôles *Pour ou contre*, jeu « *Qui veut gagner des réfugiés ?* » ou encore des témoignages de parcours de réfugié.e.s. En effet, la dynamique d'animation est tout à fait différente lorsqu'un.e réfugié.e, un.e migrant.e ou un.e sans-papiers est invité.e à présenter son parcours, réel et vécu. En mettant un visage sur les arguments et les chiffres, on

peut davantage susciter l'empathie et la discussion, autour de ces exils forcés.

Cet argumentaire est un appel pour arrêter de nous laisser manipuler. Car en temps de crise, curieusement, on nous présente systématiquement des boucs émissaires : les jeunes trop fainéants, les femmes qui feraient mieux de rester à la maison au lieu d'encombrer le marché de l'emploi, les chômeur.euse.s profiteur.euse.s, les étranger.ère.s envahissant.e.s, les travailleur.euse.s âgé.e.s et leurs problèmes de santé, ... Et les préjugés vont bon train, mais ils ciblent rarement les vrais responsables. Ainsi, la racine des préjugés et de toute cette manipulation, ce sont en effet nos peurs :

- l'insécurité liée à la perte d'un emploi ou à la difficulté d'en trouver un ;
- la crainte de voir notre système de protection sociale s'effondrer ;
- la peur liée à une perte d'identité.

Aux fausses évidences, on peut opposer des arguments et des chiffres, mais ça percute rarement dans l'esprit des personnes qui ont peur et s'accrochent à leurs préjugés comme à une bouée de sauvetage. Et ce n'est pas facile de se débarrasser de ses propres stéréotypes et préjugés. L'argumentaire a pour ambition d'amener une réflexion critique, de séparer le vrai du faux, de donner des clés de lecture et d'analyse, de pointer les vrais enjeux, de montrer à qui profite le crime de l'opposition des pauvres et de la division des travailleur.euse.s, de montrer les dérives du néolibéralisme, des populismes, du racisme et de la domination capitaliste. ■

1. CGRA : Commissariat général aux réfugiés et apatrides.



L'Argumentaire pour déconstruire les préjugés sur les réfugiés, les migrants et les sans-papiers est téléchargeable sur le site www.migrantscsc.be (Rubrique Nos outils) ou via smartphone en scannant le QR code.

Le kit d'animation réalisé par la FEC « Dans les valises des migrants » est visionnable sur www.youtube.com/watch?time_continue=136&t=7d8pplCabE

Pour commander la brochure et/ou emprunter le kit d'animation : contacter les permanent.e.s Diversité et/ou Migrants CSC : www.csc-en-ligne.be/csc-en-ligne/La-CSC/Que-faisons-nous/csc-diversite/contactez-nous/contact-service-diversite.html).

Dans les valises des migrants

Parallèlement à l'argumentaire, un outil d'animation intitulé « *Dans les valises des migrants* » a été réalisé pour privilégier la technique d'animation du témoignage. On y retrouve cinq petits sacs de voyage dans lesquels sont relatés le parcours migratoire de cinq personnes : un Burkinabé, un Afghan, une Guinéenne, un Syrien et une Italienne. Dans chaque sac et pour chaque parcours, quatre lettres retracent l'histoire de la personne, de son quotidien au pays, son intégration plus ou moins difficile en Belgique, en passant par l'exode.

Ces témoignages authentiques sont issus de nos rencontres de migrant.e.s, mais ils sont surtout poignants, empreints d'émotions et ne laissent aucun.e lecteur.rice de marbre. Pour chaque lettre, on retrouve un objet symbolique. Ainsi, par « valise », il y a systématiquement quatre lettres et quatre objets. Par exemple, l'Afghan explique dans sa première lettre qu'il tenait un commerce florissant de vêtements avec sa famille et pour illustrer cette période agréable de sa vie, il a choisi de mettre une robe dans son sac.

Une méthode d'animation est suggérée pour découvrir les parcours, en sous-groupes, et se les approprier historiquement, géographiquement et émotionnellement. Ensuite, un retour en plénière permet à chaque sous-groupe de partager l'histoire du ou de la migrant.e dont ils ont reçu la valise. Enfin, tou.te.s les participant.e.s reçoivent l'argumentaire pour déconstruire les préjugés et se penchent alors sur son contenu avec davantage d'intérêt car ils viennent de rentrer dans des émotions fortes. ■

Investissez dans les paradis... sociaux

Notre système de sécurité sociale est actuellement, et depuis quelques années, pris au piège entre les politiques d'austérité et celles de relance économique centrées sur l'offre. La Sécu représente-t-elle un cout ou un projet de solidarité et de justice ? Et, surtout, sur quels engagements et quelles mobilisations peut-on compter aujourd'hui pour défendre et renforcer un tel projet ? En complément de la Journée d'étude de novembre 2017, ce *Cahier du CIEP* aborde tant la question des adaptations possibles et nécessaires du système actuel, que celles des alternatives à prendre en considération. La Sécu, telle que nous la connaissons, se fonde sur des bases – la concertation sociale, le plein emploi et la croissance économique – qui sont de plus en plus fragilisées. La transnationalisation des chaînes de production, la financiarisation de l'économie affaiblissent la sécurité sociale dans sa conception.

On défend un système qui a produit et qui continue à produire des bénéfices pour des larges parties de la population. Mais, en même temps, on peut et on doit prendre en considération des alternatives. Est-ce

que toute la valeur produite dans nos sociétés contribue effectivement au système de redistribution et de solidarité ? Est-ce qu'on peut encore défendre, voire approfondir la concertation sociale, ou est-ce que l'État devrait prendre une place plus importante ?

Ce Cahier nous permet de nous outiller davantage afin de porter un discours audible auprès de personnes et de groupes de plus en plus précarisés, trop absorbés par la survie immédiate que pour se mobiliser en faveur d'un système d'assurance qui pense à l'ensemble d'une vie et à la reproduction d'une société. ■



Le Cahier CIEP n°23 *Investissez dans les paradis... sociaux* est disponible gratuitement en version PDF sur www.ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-53/les-cahiers-du-ciep ou en version papier au secrétariat du CIEP (Tél. : 02.246.38.43 Mail :)

Agis t'es du local !

En amont des élections communales de 2018, la campagne *Agis t'es du local* du CIEP-MOC met l'accent sur la participation citoyenne au niveau local et sur une gestion différente de la « cité », qui serait à la fois plus « sensible », participative et collective. Le Cahier du CIEP « *Agis, t'es du local !* » reprend les interventions de la journée d'étude de mars 2018.

En introduction, Hervé Pourtois présente la démocratie délibérative, une forme non populiste de démocratie participative, et décrit quel type d'intelligence collective s'y forme, sous quelles conditions. Il est prouvé qu'une décision est plus pertinente si elle inclut les points de vue des citoyen.ne.s lambda et/ou affecté.e.s par une décision. La démocratie délibérative se concrétise souvent dans le cadre de dispositifs, appelés « mini-publics », comme le G1000 à Bruxelles en 2011-2012. Dans ceux-ci, il s'agit, pour

des citoyen.ne.s ordinaires, de faire dialoguer les « raisons » et de construire à partir de là une position collective raisonnée – qui ne correspond pas à la



préférence de tou.te.s- sur un problème public. Ce moment serait idéalement une étape distincte du processus démocratique, à ne pas confondre avec la simple consultation ou la prise de décision. La réflexion se poursuit en exposant deux arguments majeurs en faveur de la démocratie délibérative et quatre défis la concernant.

En écho à ces réflexions théoriques, la parole a été donnée à des citoyen.ne.s engagé.e.s localement sur des enjeux défendus et des pratiques de participation utilisées : mobilisation contre le piétonnier très marchandisé et pro-voitures à Bruxelles, mobilisation contre la dépossession des habitant.e.s de la ville de Durbuy par M. Coucke, mobilisation pour une consultation populaire sur l'extension du Centre commercial L'Esplanade à Louvain-la-Neuve et enfin, le mouvement *Barcelona en Comú*, force politique nouvelle arrivée à la tête de la Ville de Barcelone et appartenant au mouvement municipaliste en plein essor en Espagne. Celui-ci cherche à faire

d'un réseau de communes le lieu central de la politique, par contraste avec les voies austéritaires et non hospitalières prises par les institutions nationales et européennes. L'actualité belge récente nous amène à revenir sur la question des intercommunales : au-delà des enjeux soulevés par « l'affaire Publifin »,

cette échelle d'action semble pertinente pour gérer l'énergie, l'eau, les déchets, etc. Autant de secteurs qui, à travers le monde, sont en ce moment largement (re)municipalisés vers des formes de gestion publiques ou mixtes, intégrant les citoyen.ne.s et qui semblent très prometteuses. ■

Le Cahier CIEP n°24 *Agis t'es du local* est disponible gratuitement en version PDF sur www.ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-53/les-cahiers-du-ciep ou en version papier (CIEP-Secrétariat Tél. : 02.246.38.43)

Jean-François Libotte ◆ formateur FEC (Formation Éducation Culture¹)

Le métier de syndicaliste en débat à Bruxelles

Le mardi 23 octobre, la FEC, en collaboration avec Periferia et la CSC BHV, a organisé une rencontre-débat avec deux *community organizers*, deux animateurs (d')après Alinsky : Wade Rathke (fondateur d'Acorn – USA) et Adrien Roux (formateur à l'Alliance Citoyenne et fondateur de l'ONG ReAct – France). À l'affiche, les questions suivantes : « *Les syndicats doivent-ils adopter de nouvelles méthodes ? Comment renforcer l'engagement ?* ». Il est vrai que le contexte professionnel et sociétal actuel est marqué par une série d'éléments – dispersion des lieux de travail, accroissement des inégalités, hétérogénéité des bases syndicales, crise des idéologies collectivistes, recul de l'affiliation,... – qui obligent à s'interroger sur l'avenir de nos organisations syndicales. Quelle place donner à la démocratie et à la prise en compte des intérêts de publics de plus en plus divers ? Quelle place donner à l'action ?

Historiquement, le *community organizing* est une forme de « *syndicalisme de quartier* » qui s'est adressé prioritairement aux populations les plus démunies, aux personnes les plus « éloignées » de la vie politique. Il s'attaque aujourd'hui à de nombreux défis, tant au niveau de l'action sectorielle qu'interprofessionnelle. Sa méthode offre une riche panoplie d'outils tout terrain. Vu l'enthousiasme suscité par les interventions des orateurs, nous tenterons de dégager ici

quelques réflexions qui auront marqué les esprits durant cette soirée.

Posture de l'organisateur.rice

Pour Wade Rathke et Adrien Roux, le rôle de *community organizer* doit être dans la rue : discuter avec les personnes précarisées, découvrir ce qui les révolte, ce que sont réellement leurs problèmes. Dans les gares, à la sortie des écoles, des églises, l'organisateur.rice passe l'essentiel de son temps sur le terrain : il et elle vont vers les gens, physiquement, individuellement, les invitent à se rassembler, à porter leurs constats et leurs colères au grand jour, à les mutualiser pour en

faire des « savoirs stratégiques » et à miser sur la force du nombre pour défendre leurs intérêts sociaux. En assemblée, les thèmes qui récoltent le plus de suffrages sont adoptés. Si certains membres affirment que tels ou tels problèmes sont causés par tels groupes ethniques, tel.le.s collègues ou tel.le.s voisin.e.s, amenant par-là une option de repli, l'organisateur.rice aide à identifier les causes communes, à construire un socle de confiance et d'échange, et à cibler les décideur.se.s influent.e.s : l'autorité publique, le.la chef.fe d'entreprise, le.la promoteur.rice immobilier.ère.

La posture de l'organisateur.rice est-elle comparable à celle du.de la permanent.e syndical.e ? Il y a, dans le *community organizing*, des dynamiques et des finalités très proches de celles de l'éducation populaire soutenant l'action syndicale. L'organisateur.rice est véritablement au service des membres du groupe et des leaders élus par eux et elles, mène son travail de conscientisation, de formation et de politisation par une approche de questionnement visant à faire émerger des réponses plutôt qu'à en apporter. Dans les pratiques de l'Alliance citoyenne, il.elle n'accepte pas de mandat « politique ». S'il est lui-même élu.e, il.elle perd son rôle d'organisateur.rice. L'enjeu est bien d'accompagner les membres afin qu'à travers leur participation à des actions concrètes, ils.elles découvrent leur capacité à susciter un changement favorable à leurs intérêts, à gagner en autonomie politique, à construire une organisation pérenne et un « front culturel » vivant². Dans le monde du travail, son boulot, c'est d'aider les travailleur.euse.s à défendre le leur.



Placer la question du conflit au cœur de l'éducation populaire

Le grand défi de l'organisateur.rice se précise : contre le fatalisme et la résignation, il et elle doivent inculquer la possibilité de l'action. Adrien Roux nous évoque une expérience vécue : au milieu d'une formation, spontanément, les 20 fonctionnaires qui y participaient se lèvent, se rendent au bureau du directeur et se mettent à fouiller gentiment les tables et les étagères, sous les yeux éberlués de son occupant, jusqu'à obtenir les contrats de travail qui leur étaient promis depuis des mois. C'est dans l'action – dans le conflit – que l'apprentissage se fait. La confrontation à l'adversaire apparaît comme une réponse à l'aliénation et laisse entrevoir la possibilité d'un autre monde. Cette pratique constante de l'action collective ne serait encore rien si elle n'accordait une place centrale au débriefing, comme lieu de production et d'échange d'analyses et de propositions, comme point de départ vers les actions prochaines. Il importe en effet que ces actions émergent du groupe, s'articulent dans le temps, au fur et à mesure des petites victoires obtenues et de la prise de conscience collective du groupe. Bien entendu, chacun.e doit avoir un rôle actif à y jouer.

À l'appui de cette stratégie conflictuelle d'animation, la tradition du *community organizing* a créé et exploité tout un répertoire de formes d'action humoristiques et décalées, en lien avec les finalités voulues. Individuelles ou collectives, spontanées ou planifiées, ces formes d'action ne nécessitent souvent pas de moyens importants. Les exemples abondent. Des collectifs de locataires ou de voisin.e.s entreprennent d'amonceler leurs poubelles non collectées devant la résidence du propriétaire ou devant l'hôtel de ville, montrant qu'il est possible, par « effet miroir », de ridiculiser ceux et celles d'en haut tout en leur faisant subir ce que ceux et celles d'en bas subissent tous les jours. Feindre de mettre en place des solutions directes et immédiates aux problèmes rencontrés peut permettre de visibiliser les causes et de toucher les

médias. Ainsi en est-il lorsque des « copain.ine.s », armés de brosse et balais, viennent aider des femmes de ménage à qui la direction impose une augmentation des cadences, sous l'œil d'un journaliste avisé. Ou lorsque des professeur.e.s et parents s'en vont donner cours dans les bâtiments de l'hôtel de ville car ceux de l'école ne sont toujours pas rénovés. La technique de l'occupation se complète ici par la mise en scène de l'outil de travail. L'enjeu est double : il s'agit de rendre visible les personnes invisibles de nos sociétés, tout en s'attaquant aux responsables finaux, aux donneur.se.s d'ordre. Dans une galerie commerciale, un groupe de femmes de ménage, préposées au nettoyage des toilettes, se met en grève en pleine période de soldes : des « copain.ine.s » viennent s'asseoir devant les magasins avec des langes, créant la

faut exiger que du possible. C'est pourquoi le *community organizing* préconise de se lancer d'abord dans des luttes à petites échelles. Cette approche pragmatique empêche-t-elle d'articuler les questions locales et globales, voire de viser, à plus long terme, des transformations sociales plus profondes ? La tâche se révèle certes difficile. À Aubervilliers, le prix de l'eau met les habitant.e.s en colère. Pourquoi l'eau est-elle si chère ? À qui Aubervilliers achète-t-elle de l'eau ? Qui est responsable de cette situation ? Qu'en est-il pour d'autres personnes, dans d'autres quartiers ? L'organisateur.rice se fait l'artisan.e de la convergence des mouvements et des revendications. Il et elle favorisent la rencontre entre les habitant.e.s et les militant.e.s actif.ve.s de longue date sur des enjeux déterminés. Ces habitant.e.s se mettent progressive-



panique des directions des magasins, qui exigent rapidement de savoir ce qu'elles demandent pour que cesse cette situation embarrassante. Combiner l'exercice de la grève à des tactiques de désobéissance civile, en alliance avec d'autres organisations, peut permettre de gagner en efficacité, notamment dans les secteurs touchés par la sous-traitance de site, où les travailleur.euse.s sont soumis.e.s à des tâches ingrates et à des conditions de travail toujours plus précaires.

Pistes stratégiques

Les revendications doivent être immédiates et réalisables : pour gagner, et donc pour célébrer des victoires, il ne

ment en action, allant jusqu'à donner le bain à leurs enfants dans les fontaines publiques ! L'Alliance parvient finalement à ce que l'eau, qui était géré par la multinationale française Veolia sur le territoire de la commune, redevienne un bien commun, en gestion publique³.

Ces méthodes ouvrent la voie à un syndicalisme de réseau : à l'intérieur de l'entreprise ou d'un territoire, entre les sites, entre les pays, au-delà des cloisonnements des structures installées. Au Maroc, après des années de travail de politisation de proche en proche au sein d'un groupe multinational, l'excellente coordination directe gagnée entre les militant.e.s des différents sites a permis aux

travailleur.euse.s marocain.e.s de forcer l'installation d'une délégation syndicale dans leur entreprise, qui l'interdisait systématiquement à coup de licenciements. Les pistes stratégiques posées par le *community organizing* ont inspiré plusieurs organisations syndicales. La campagne *Justice for Janitors*, menée par l'Union

internationale des employés de services (SEIU) aux États-Unis et mise à l'écran dans le film *Bread and Roses*, a permis de ramener des milliers de travailleur.euse.s précaires dans le mouvement syndical. Ces exemples pourraient-ils constituer une source d'inspiration à l'heure de repenser les mobilisations syndicales ? ■

1. www.fecasbl.be
2. Voir KEUCHEYAN R., « Ce que la bataille culturelle n'est pas », *Le Monde diplomatique*, mars 2018.
3. Voir BENCHEBBOUNE M., MOITY L., PINAUD Y., ROUX A. et TALPIN J., « Livrer la bataille des idées depuis les cages d'escalier », *Contre-temps* [en ligne] <http://www.contretemps.eu/livrer-la-bataille-des-idees-depuis-les-cages-desescalier/>

Contre le sexisme dans l'espace public

À l'occasion du 25 novembre 2018, journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes, Vie Féminine lance sa nouvelle campagne visant à dénoncer le sexisme dans l'espace public et à agir en faveur de la construction d'une société égalitaire. Parce qu'on ne peut plus dire « *On ne savait pas* », il importe que la parole et le potentiel transformateur des femmes soient reconnus légitimes.

Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer le sexisme dans l'espace public. Il s'agit en effet d'un enjeu de société crucial, même s'il reste mal connu, mal compris et trop souvent réduit à du harcèlement de rue. Pourtant, si l'on écoute bien les femmes, on s'aperçoit que le sexisme existe partout, tout le temps et sous toutes les formes : au travail, à l'école, lors d'une soirée, sur internet, dans le sport ou la culture, ...

Des témoignages

« *Sur les réseaux sociaux, je ne compte plus le nombre de fois où des inconnus m'ont envoyé des messages du genre : 'Salut belle black, j'adore tes fesses !'* » (Sonia, Virton) ; « *Samedi passé, dans une soirée, lorsque je suis passée à côté d'un groupe d'hommes, l'un d'eux n'a rien trouvé de mieux que de me mettre une claque sur les fesses* » (Alyssa, Namur) ; « *Lors d'un stage, un médecin était prêt à m'engager, mais il a finalement dit que non, que ce n'était pas possible d'avoir une femme voilée à l'accueil* » (Hasna, Bruxelles) ; « *Nageuse régulière, j'ai été à deux reprises (en deux ans) harcelée dans les douches et dans ma cabine (à la pis-*

cine publique) : filmée par un GSM sous la porte la première fois, harcelée dans la douche la seconde » (Ludivine, Eghezée)

Le sexisme dans l'espace public n'est pas anodin ! Il engendre des conséquences désastreuses dans la vie des femmes : sentiments d'insécurité, perte de confiance en soi, autonomie amoindrie, vie sociale diminuée, ... Face à l'ampleur et aux conséquences du sexisme dans l'espace public, les femmes se mobilisent !

Parce que nous, les femmes, avons toutes des ressources, des forces et un important pouvoir d'action, nous partons à la conquête de l'espace public !

De nombreuses femmes racontent mettre en place, dans leur vie quotidienne, des trucs et astuces leur permettant de continuer à investir l'espace public malgré les risques d'y vivre une agression sexiste : adapter son itinéraire, être solidaires entre collègues, participer

à une activité culturelle en groupe ; parler à ses proches, famille, ami.e.s, collègues, des agressions et inégalités sexistes.

« *Ce n'est pas peine perdue (...) ce n'est pas inutile de lutter contre le sexisme. Nous, les femmes, sommes vos mères, sœurs, filles, tantes, épouses... nous avons droit à un traitement équitable. Nous avons le droit de nous sentir en sécurité* » (Caroline, Andenne)

Parce qu'elle concerne TOUTES les femmes, la lutte contre le sexisme dans l'espace public doit aussi être collective. C'est une responsabilité de toute la société qui implique un changement de pratiques à tous les niveaux (enseignements, médias, police, ...).

Nous avons tous et toutes un rôle à jouer ! S'engager contre le sexisme, c'est dénoncer et agir !

Programme et outils de campagne

Dans les mois à venir, un peu partout en Wallonie et à Bruxelles, de nombreux ateliers de renforcement et de confiance en soi seront organisés. L'occasion pour les femmes de développer/accroître leur « pouvoir d'action » pour partir à la conquête de l'espace public.

Par ailleurs, divers outils relatifs à la campagne *À la conquête de l'espace public*. *Toutes unies contre le sexisme !* seront également disponibles : des flyers, une affiche et un compte Instagram proposant de nombreux témoignages. ■

Infos : Vie féminine Laetitia Genin
Tél. : 02.227.13.28 Mail : coordinatrice-nationale-lg@viefeminine.be
www.viefeminine.be



Vos vœux 2019 aux couleurs de la solidarité

Terminer l'année en beauté avec les cartes de vœux de Solidarité Mondiale? Pour les fêtes de fin d'année, Solidarité Mondiale vous propose des cartes de vœux empreintes de magie et solidaires, messenger idéal de l'énergie positive et des bonnes ondes que vous souhaitez transmettre autour de vous pour 2019.

Un set comprend 5 cartes différentes et est vendu pour seulement 6 euros (enveloppes comprises). Pour chaque carte

commandée, 85 cents sont reversés aux organisations partenaires de Solidarité Mondiale. Ainsi, tout en souhaitant vos meilleurs vœux à votre famille, vos amis, vos collègues, etc., vous apportez aussi un soutien financier à des gens qui peuvent faire la différence dans le Sud !

Commandez vos cartes par mail : stephanie.vankeer@solmond.be, par téléphone au 02.246.38.81 ou encore via le formulaire en ligne : www.solmond.be/



Nouveauté : créez votre carte de vœux solidaire en ligne

Cette année, vous opterez peut-être pour l'envoi de vos vœux en version numérique ? Voici la solution : notre plateforme de création conviviale et multifonctionnelle de cartes personnalisées. Opérez un choix parmi nos images ou téléchargez votre propre illustration pour personnaliser vos cartes. Ajoutez votre logo, rédigez vos souhaits et envoyez vos vœux à un groupe de contacts en une seule opération et quelques clics !

Ce module vous est proposé gratuitement, mais si vous consentez à faire un don à Solidarité Mondiale-WSM pour renforcer ses partenaires du Sud : BE96-7995-5000-0005

A noter dans mon agenda

Quel rôle pour le MOC pour quelle transition écologique ?

La transition écologique est un enjeu majeur et vital, que l'actualité et la gravité des destructions écologiques ne permettent plus d'ignorer. Mais de quoi parle-t-on au juste ? Entre le développement durable et l'écologie sociale, en passant par la décroissance et l'écocritique, l'horizon et les chemins de la transition ne seront pas les mêmes. Et quel pourrait être le rôle spécifique du MOC et de ses organisations pour s'inscrire dans une transition à la hauteur des enjeux écologiques ? Comment pourrait-il agir et se positionner pour devenir un acteur clé au cœur de la justice sociale et environnementale ? Ces questions seront traitées lors de la Semaine sociale du MOC 2019.

Dates : mercredi 17 et jeudi 18 avril 2019

Lieu : Charleroi Espace Meeting Européen (CEME) -

147 rue des Français à 6020 Charleroi

Programme et info : www.moc.be

La revue trimestrielle du CARHOP

DYNAMIQUES
HISTOIRE SOCIALE EN REVUE



Questionner le sens du travail social, hier et aujourd'hui

Le dernier numéro de la revue électronique *Dynamiques* publiée par le CARHOP est composée d'un double dossier, qui traite du sens du travail social avec une approche croisée laissant une belle place aux travailleurs sociaux, aux sociologues et aux historiens.

Aujourd'hui comme hier, les assistants sociaux s'interrogent sur le sens de leurs pratiques professionnelles et les finalités implicites de leur travail. S'inspirer de ce que les professionnels d'une génération précédente ont pu dire de leur métier et de leurs pratiques, peut

Dynamiques n°7, septembre 2018

Questionner le sens du travail social, hier et aujourd'hui



En 1972, la revue *Contradictions* entame une réflexion sur le travail social. L'un des objectifs du comité de rédaction est de contribuer à établir à la fois une mémoire et une analyse (thématique de différentes dimensions) des travailleurs sociaux dans le futur. Aujourd'hui, que reste-t-il de cette réflexion sur le travail social, critique mais « qui entendait aussi aller de l'avant dans l'invention de nouvelles pratiques et de nouveaux rapports entre les travailleurs sociaux, les usagers et leurs employeurs »? *Revue Contradictions*, n°79-80, 1978, p.2



nourrir le questionnement actuel. La période 1970-1980 est en effet marquée par une interrogation radicale sur l'existence même du travail social comme corps professionnel et comme mode d'intervention de la société sur elle-même. Pourquoi ? Quels sont les questionnements ? Ont-ils évolué ? Quelles sont les issues ou les alternatives proposées ?

L'objectif de ce double numéro thématique est de donner la part belle aux sources (archives, documents audiovisuels, sonores, publications, témoignages, etc.) qui permettent d'éclairer, d'un point de vue historique mais aussi sociologique, économique, philoso-

phique, sociopolitique ou juridique, la façon dont les assistant.e.s sociaux.ales s'interrogent sur le sens de leurs pratiques, de leur action et des aides qu'ils.elles apportent aux populations marginalisées, depuis les années 1970 jusqu'à aujourd'hui. ■

À consulter sur www.carhop.be/revuescarhop/
 À diffuser pour réfléchir ensemble.
 « Questionner le sens du travail social, hier et aujourd'hui » (dossier), *Dynamiques Histoire sociale en revue*, n°7-8, septembre-décembre 2018.

EN RÉGIONS

Les élections européennes ou CIEP-Namur **alternatives solidaires!**

Dans le cadre des élections politiques de mai 2019, le CIEP-MOC de Namur organise une conférence-débat consacrée aux enjeux des élections européennes.

Au Programme : Vaïa Demertzis du CRISP, spécialiste du système politique européen et des politiques socio-économiques européennes et des témoignages

d'ancien.ne.s député.e.s européen.ne.s (Isabelle Durant et Claude Rolin). ■

Date : lundi 4 février en soirée
Plus d'info : Adrien Delacharlerie CIEP-MOC de Namur
 Tél. : 081.830.511
 Mail : adrien.delacharlerie@lilon.be

Après les élections communales...

L'Observatoire politique du MOC du Luxembourg poursuit ses actions et réflexions sur le niveau communal. En ce début de mandature, différentes soirées-débats sont proposées avec comme objectif de donner aux nouveaux.elles élu.e.s des outils pour définir la manière de gérer leur commune.

Au programme

- Lundi 21 janvier : Les budgets participatifs : réel outil de participation citoyenne ?

- Lundi 18 février : Caméras de surveillance : la sécurité, à quel prix ? Avec Alejandra MICHEL, chercheuse au Centre de Recherche Information, Droit et Société (CRIDS). ■

Horaires : de 19h30 à 21h30
Lieu : CSC-Arlon (rue P. Ferrero, 1)
Infos : Philippe Jungers CIEP-MOC Luxembourg Tél. : 063.21 87 33
 Mail : p.jungers@mocluxembourg.be

Apéro-débat

Cycle d'apéro-débats « Les Apéroulottes » : un apéro, un débat, une roulotte.



« Droits humains et Identités de genre »

Date : Mardi 26 février 2019 à 20h
Lieu : Roulotte «L'Audacieuse», Place de la Gare - Site de la Gare de Perwez
Info : CIEP-BW Isabelle Somville
 Tél. : 067.21.89.91
 Mail : isabelle.somville@ciepbw.be
 - www.ciepbw.be

Julien Dejon ◆ ISCO CNE groupe X (2012-2016)

Bien plus que du jouet !



Le monde merveilleux du jeu et du jouet est un univers fantastique où tout est possible. Qui ne connaît pas Barbie ou Mickey ? Durant notre enfance, nous avons tous et toutes côtoyé de près ou de loin ces personnages mythiques. Mais derrière cette apparente innocence du jeu se cache une puissante industrie. Le monde du jouet génère des millions de bénéfice par an. Dans leur course au profit et au moindre cout, des ouvrières chinoises s'épuisent à la tâche pour produire des jouets destinés principalement à des pays riches.

Face à la problématique de l'exploitation des travailleur.euse.s chinois.es par l'industrie du jouet, les délégué.e.s syndicaux.ales du secteur sont-ils.elles sensibilisé.e.s pour agir en entreprise ? L'hypothèse est que ces délégué.e.s ne sont pas suffi-

samment sensibilisé.e.s sur le sujet. Ils et elles ne connaissent pas les différents outils pour agir en entreprise et ne sont pas conscientisés sur leurs actions possibles.

Dans le cadre de ce mémoire sur ce sujet, différents fondements théoriques et méthodologiques ont été mobilisés. Dans un premier temps, j'ai construit mon processus au départ de la méthode d'éducation permanente par l'action « Voir, Juger, Agir ». Mon public a été analysé avec la grille d'Albert Hirschman (« Exit, Voice, Loyalty and Apathy») et mon action a été développée à lumière de la grille d'Ardoïno.

Après des conclusions plutôt alarmantes, ce travail a abouti à la création, à l'organisation et l'animation d'un groupe spécifique de discussion et d'analyse sur la thématique du jouet au sein de la CNE. ■



Géraldine Cambron ◆ BAGIC 2015-2017

Cinéma des champs, cinéma des Villes : le cinéma Art et Essai en province de Luxembourg¹



Après plusieurs années de défense d'une programmation au sein d'une salle commerciale à Marche-en-Famenne, l'asbl Cinémarche dont je suis la coordinatrice décide de déposer un dossier de reconnaissance en tant que salle Art et Essai auprès de la Commission d'Aide aux Opérateurs (COA) du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel (CCA). En effet, une aide récurrente était nécessaire pour assurer la pérennité de notre action. En effet, diversité, promotion, diffusion pluralité, éducation, sensibilisation, médiation, actions d'Éducation permanente et accessibilité pour tous et toutes sont les piliers de notre travail quotidien. Nous sommes convaincus de l'importance du cinéma en tant qu'outil de démocratie et de démocratisation culturelle mais aussi du rôle social que joue la salle de cinéma en tant que lieu de rencontres, de débats, de partage, d'échange, d'apprentissages et de questionnement.

N'étant pas considéré comme le véritable exploitant de la salle (*Écrans de Wallonie* gère la billetterie, la réservation, le transport et la projection des copies) et vu notre situation géographique dans une « région où l'offre cinématographique reste pauvre », notre dossier est recalé. Décoder, déconstruire et comprendre ce refus m'ont semblé important.

Tout d'abord en partant à la rencontre des exploitant.e.s de salle (à Marche, Virton, Habay, Bouillon, Namur et Rochefort) et de leurs publics. Ce sont des exploitant.e.s passionné.e.s, des spectateur.rice.s investi.e.s, des bénévoles fier.ère.s de leur cinéma, des politiques conscients de l'importance de la proximité d'une salle de cinéma. Je découvre également une inégalité entre les salles. Certains exploitants (Virton et Bouillon) sont indépendants et l'avenir de leurs salles n'est pas assuré, un cinéma (Habay) ne vit que par l'investissement de 60 bénévoles, d'autres

salles (Marche, Libramont et Bastogne) ont leur sort entre les mains du groupe français Pathé Gaumont. Et surtout, à part une aide de la Province de Luxembourg, elles ne reçoivent aucun soutien structurel du CCA.

Pourquoi cette absence d'aide de la Fédération Wallonie Bruxelles pour les salles en zones rurales ou semi-urbaines ? Pourquoi n'entrent-elles pas dans les critères ? Peut-être parce que le décret de 2011² a été réfléchi et écrit par des acteur.rice.s issu.e.s des villes, déjà aidé.e.s. Le début des années 2000 a été marqué par une refonte d'une série de décrets dans lesquels il est question de territoire d'implantation, d'action, de hameau, de province et de l'ensemble de la Fédération Wallonie Bruxelles. Et pourtant, le décret de 2011 ne présente aucune volonté de développer un aménagement culturel du territoire pour le domaine du cinéma. Outre les actions menées (éducation au cinéma, Éducation

Permanente, accessibilité, etc), 70% des séances doivent être consacrées au cinéma Art et Essai. Ce qui en zones rurales ou semi-urbaines est impossible à tenir.

Cette politique provoque une inégalité de taille quant au soutien aux salles de cinéma Art et Essai. Seules les villes situées sur la dorsale wallonne sont aidées (Liège, Namur, Charleroi, Mons) et Bruxelles bénéficie d'un soutien conséquent. De plus, si nous comparons le pourcentage d'habitant.e.s par province en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) et le pourcentage des subventions consacrées par province aux salles Art et Essai, l'inégalité est encore plus flagrante. Pour 25% de la population totale de la FWB, Bruxelles perçoit 52% du montant total des subventions. Les provinces du Brabant wallon et de Luxembourg sont inexistantes. Quelles solutions proposer face à cette situation inacceptable ?

Après la Seconde Guerre mondiale, les Français ont inventé un système unique pour défendre leur cinéma face aux productions américaines : une taxe est prélevée sur chaque ticket de cinéma, alimentant ainsi

un fond qui servira à toute la filière cinéma, de la production à l'exploitation en passant par l'accompagnement des collectivités locales, le soutien aux associations professionnelles. C'est ainsi que le CNC (Centre du Cinéma et de l'image animée) soutient toutes les salles de cinéma et, en fonction du travail réalisé sur le terrain, octroie le label « Recherche et découverte », « Jeune Public » et « Patrimoine et répertoire » en tenant compte du lieu d'implantation des salles. Le territoire, l'accessibilité au cinéma est une priorité en France. En Belgique, les communes prélèvent une taxe sur chaque ticket de cinéma. Et si celles-ci décidaient de consacrer une partie de cette taxe pour soutenir le cinéma Art et Essai? Les Centres Culturels reçoivent une subvention de la FWB à hauteur du montant octroyé par les communes. Et si le Centre du Cinéma s'inspirait de ce fonctionnement ?

Dans la province du Luxembourg, les exploitant.e.s de salle collaborent depuis bientôt un an à une émission de cinéma (CinéLux), participent à « La Caravane du Court », accueillent des « Séances de

Proximité », etc. Et si, par une communication commune, par la mise en place de projet commun, les exploitant.e.s se renforçaient, assurant ainsi leur visibilité auprès des habitant.e.s d'un territoire mais également auprès des instances subventionnantes ? Des réalisateurs, des technicien.ne.s, des comédien.ne.s sont issu.e.s de la province ; des jeunes Luxembourgeois.se.s se lancent dans des études de cinéma. Comment assurer une transmission d'expérience et de savoirs ?

Et si dans une démarche ascendante, attentive au terrain, tenant compte des contraintes, des rythmes, ces différents groupes se mettaient au travail parce qu'il est temps d'agir et d'amener le changement pour que les salles de cinéma puissent continuer à exercer leur rôle de lien social partout et pour tou.te.s. Voilà ce que je propose en créant un réseau solidaire, en lien avec les spécificités du territoire, de salles programmant du cinéma Art et Essai en Province de Luxembourg. ■

1. Le titre complet du mémoire est *Cinéma des champs, cinéma des Villes : quelle place pour le cinéma Art et Essai en province de Luxembourg ?*
2. Décret relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Bernadette Bourdouxhe ◆ BAGIC 2015-2017

Activation de l'accès des enfants à leurs droits culturels : une expérience intersectorielle



Mon travail de fin de formation relate les étapes de mon parcours entre Centre culturel et écoles pour donner aux enfants accès à une scène démocratique locale pour la parole et l'action citoyenne.

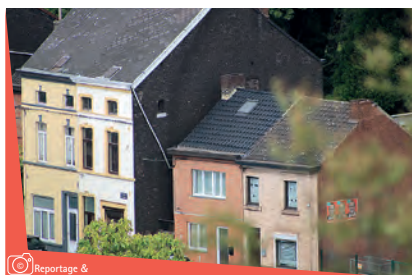
Dans cette première partie, je relate mon expérience du terrain, mon ancrage et ma pratique d'animatrice socioculturelle et de médiatrice culturelle auprès des écoles. Avec ses couleurs, ses richesses et ses limites. La seconde partie est consacrée au récit d'une expérience riche et inédite de collaboration entre un Centre culturel et une Plateforme de concertation locale Enseignement/Aide à la Jeunesse. Ce récit revient tout d'abord sur le cheminement structurel de l'inclusion du Centre culturel dans cette dynamique, inclusion dont j'ai été la cheville ouvrière. Ensuite, la mise en œuvre d'une synergie

étroite entre mon institution et les acteur.rice.s des sphères sociale et scolaire dans un projet de prévention du harcèlement pour les jeunes de notre territoire.

Tout au long de ce travail, je me suis inspirée de certains apports théoriques qui ont guidé ma réflexion dans mon cheminement pour m'amener à une pratique réflexive. Enfin, des pistes de réflexion et d'action

ont été dégagées pour enrichir la pratique professionnelle de tout.e animateur.rice qui s'inscrit dans une dynamique d'inclusion du tissu social du territoire où son Centre culturel est implanté. Ce travail a permis de démontrer la pertinence et les avancées concrètes qu'un Centre culturel peut apporter dans ce type de projet sur un territoire circonscrit. ■





Le CETA n'est pas mort : remobilisons-nous

Deux ans après la première saison de la saga CETA et du «non wallon», le moment est venu de rouvrir ce débat et de se remobiliser pour obtenir des gouvernements un modèle commercial juste et durable.

Alors que la réponse de la Cour de Justice européenne à la question posée par la Belgique à propos de la conformité des mécanismes d'arbitrage pour la résolution des différends entre investisseurs et États (ISDS) est attendue début 2019, les ONG et le MOC (et ses organisations : CSC, WSM, MC) se remobilisent pour s'assurer que le CETA et les traités de libre échange à venir satisfassent à différentes balises. En effet, pour un modèle commercial juste et durable, les dispositions de protection des investissements doivent être corrigées dans les traités d'investissements et certaines conditions doivent être respectées dans la convention établissant un Tribunal Multilatéral indépendant.

Il convient dès lors de refuser la signature en l'état actuel de ces traités, et de soutenir la négociation de ces derniers à l'ONU pour qu'il assure le respect des droits humains, sociaux et environnementaux. Appelons les partis politiques à inclure ces priorités dans leurs programmes politiques en 2019.

Pour lire notre proposition sur le traité contraignant : www.moc-site.be/images/stories/2018/Memorandum2019/11---Fiche-Protection-sociale.pdf
Plus d'informations, fin janvier 2019 sur www.ciep.be et www.moc.be

Chrétien.ne.s et musulman.e.s : les défis d'une cohabitation

À coups d'amalgames, on insiste sur ce qui les distingue. Les un.e.s seraient chez eux.elles, en Belgique, depuis toujours ; les autres apparaîtraient comme des conquérant.e.s. Ils.elles ne partageraient ni la même foi, ni la même façon de (la) vivre. Et si nous allions au-delà des préjugés ? Chaque jour, en effet, chrétien.ne.s et musulman.e.s vivent ensemble, même s'ils.elles ne sont pas nécessairement confronté.e.s aux mêmes défis. Sans nier les questions qui fâchent, le numéro de septembre 2018 de la revue *En Question*, publiée par le Centre AVEC, entend apporter une vision

nouvelle de la manière dont chrétien.ne.s et musulman.e.s se côtoient et s'engagent au service de la société belge, habitée.e.s, bien souvent, des mêmes idéaux, car comme le mentionne l'édito « *Le vivre-ensemble n'est pas optionnel* ». ■

« *Chrétiens et musulmans : les défis d'une cohabitation* », dans *En question. Sens et engagement*, n°126, Centre Avec, Bruxelles, Juillet-septembre 2018.
Pour en savoir plus : www.centreavec.be

L'associatif, ferment de la démocratie ?

Incontournable, vivant et foisonnant, le secteur associatif belge consacre bien des partenariats avec les pouvoirs publics ou avec le secteur privé pour mener des actions bénéfiques pour les personnes et la société. Nombreux.ses sont celles et ceux qui s'investissent dans des associations comme volontaires, comme professionnel.le.s. Et plus nombreux.ses encore sont celles et ceux qui bénéficient de leurs actions. Au fil du temps, le monde associatif s'est structuré, professionnalisé. Il est de plus en plus encadré par des réglementations, des décrets et souvent financé par divers subsides.

Le week-end organisé par le Cefoc propose de prendre un temps de recul, pour les un.e.s et les autres, sur le sens de l'action associative au regard des évolutions

en cours. L'associatif est-il encore le creuset de la démocratie ? Est-il autonome ou instrumentalisé ? Est-il autorisé à aller à contre-courant, à faire preuve d'innovation sociale ? Qu'est devenue la liberté d'association, acquise de haute lutte ? Quel rôle voulons-nous et pouvons-nous jouer lorsque nous soutenons une association ? Chacun.e peut-il.elle encore trouver des moments, des lieux d'action et de réflexion, notamment sur le vivre et l'agir ensemble, sur le sens et le non-sens de la vie, sans être rattrapé par des logiques utilitaristes comme devoir trouver un emploi à tout prix ? ■

Dates : les 6 et 7 avril 2019
Lieu : Auberge de Jeunesse à Namur
Infos et inscription : Cefoc secrétariat
Tél. : 081.23 15 22 Mail : info@cefoc.be



Temps de travail, mesures & démesures

Le débat autour de la réduction collective du temps de travail a repris le devant de la scène. Face à la crise et au chômage, le partage du travail serait-il une solution ? Une piste en contradiction avec les « lois travail » européennes mises en place pour plus de flexibilité et de compétitivité. Partant de cette réalité, l'exposition, réalisée par La Fonderie, retrace l'histoire du temps de travail et la met en perspective avec les enjeux actuels et futurs. En près de 150 ans, nous travaillons en moyenne deux fois moins. Et dans le futur, combien de temps travaillerons-nous ? L'intelligence artificielle, la numérisation, la robotisation accroîtront-ils notre temps de loisir ou effaceront-ils de plus en plus la frontière entre le temps privé et le temps professionnel ?...

- Le PAC propose des Ateliers gratuits de réflexion et d'expression, suivis de la visite animée de l'exposition (durée : 2h). Plus qu'une visite, l'atelier propose aux participant.e.s de s'ap-

roprier le contenu de l'exposition pour l'enrichir de leurs propres savoirs et représentations sur le temps de travail d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Dates des ateliers (sur réservation):
15-16 janvier, 23-25 janvier
Réserver : emilie.remacle@pac-namur.be

- Conférence-débat le 15 janvier de Bernard Friot : « *Les travailleurs doivent se libérer ! La prise de pouvoir des travailleurs sur leur travail et sur leur outil de travail, seule réponse à la montée des périls écologiques et démocratiques* ». Cette conférence proposera une lecture originale des représentations du travail, pour réfléchir autrement aux réalités actuelles.

Dates : du 8 au 31 janvier 2019
Lieu : Centre culturel Les Abattoirs de Bomel (traverse des Muses 18, Namur)
Infos : PAC Namur www.pac-namur.be

À films ouverts « Pour l'interculturalité contre le racisme »

Les questions de racisme et d'intolérance vous interpellent...? Vous avez envie de mettre en avant une vision positive de l'interculturalité ? Alors, exprimez-vous en participant à la treizième édition du concours *À Films Ouverts* pour peut-être assister à la projection de votre film à travers la Wallonie et Bruxelles du 15 au 30 mars 2019.

En donnant la parole aux citoyen.ne.s et aux associations, *À Films Ouverts* est un rendez-vous incontournable pour l'expression et la créativité autour de la diversité et de la lutte contre le racisme qui rassemble près de 80 films. Au travers de ce concours, Média Animation invite ceux et celles qui ont des choses à dire, à raconter, à montrer sur la question de la tolérance, du vivre ensemble, du dialogue interculturel, de la

lutte contre les préjugés, ... à s'exprimer. Une occasion de réagir face aux discriminations et aux intolérances.

Plusieurs prix (aux montants variables) pourront récompenser les films sélectionnés pour le concours. Pour les participant.e.s, l'objectif est de réaliser une vidéo autour du thème « Pour l'interculturalité, contre le racisme » de cinq minutes maximum.

Le concours est ouvert à tous et toutes (pas besoin d'être un.e professionnel.le chevronné.e pour vous y mettre) et à tous les genres (docu, fiction, animation, reportage...).

Inscription avant le 21 janvier
Remise des films pour le 25 février
Pour en savoir plus : www.afilmsouverts.be/Le-concours-2019-est-lance.html

L'éducation dans tous ses états : quelles recherches pour quelles pratiques

L'éducation se complexifie à mesure que les connaissances se développent, que les réformes s'enchaînent, que les enseignant.e.s et les formateur.rice.s innovent et proposent des pratiques nouvelles ... À l'occasion de ses 20 ans, le GIRSEF-UCL organise un colloque qui vise à rendre compte de cette éducation dans tous ses états, en partageant avec les participant.e.s une conviction : les enjeux de l'éducation nécessitent un dialogue entre réflexion et action. Tour à tour, chercheur.e.s et praticien.ne.s soulèvent des problèmes, les conceptualisent, en rendent compte, proposent des pistes de solutions et expérimentent de nouvelles façons de faire.

Le colloque propose de faire état d'une série d'avancées de la recherche dans de nombreux domaines de l'éducation. La diversité des perspectives sera au cœur du programme : diversité des disciplines, des méthodes, des niveaux scolaires et des lieux d'apprentissage, des objets de recherche. Et une interrogation transversale animera le dialogue entre chercheur.e.s, praticien.ne.s, parents et décideur.e.s : quelles recherches pour quelles pratiques ? Comment penser la relation entre des connaissances formalisées par la recherche et les pratiques d'éducation ? Quelles relations entretenir mutuellement ? ■

Date : 30 janvier 2019
Lieu : auditoire Socrate 10 (Place Cardinal Mercier 10 à Louvain-la-Neuve)
Programme et inscription : <https://uclouvain.be/fr/chercher/girsef/actualites/colloque-l-education-dans-tous-ses-etats-queles-recherches-pour-queles-pratiques.html>

2018 Dates à épinglez

TRANSITION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Partager les constats, stimuler l'éducation, unir les énergies

Journée d'étude organisée par l'asbl Éducation et formation au développement durable (ÉFDD)

Date : samedi 19 janvier

Lieu : Palais des Congrès de Namur (Pl. d'Armes 1)

Programme et modalités d'inscription :

<http://efdd-asbl.org/event/transition-et-developpement-durable-2019-01-19-2/register>

Infos : ÉFDD Tél. : 0493.19 40 25

Mail : info@efdd-asbl.org

FESTIVAL DU FILM SOCIAL « VIVRE DEBOUT »

Thématique : Vivre debout, c'est s'engager !

Dates : du 22 au 24 mars 2019

Lieu : Foyer culturel de Perwez

Programme et infos : <http://vivredebout.be>

AILLEURS ET ICI

Cycle de rencontres organisé par ITECO et CFS

Date : à partir de janvier 2019.

Lieu : ITECO (Rue Renkin, 2 à 1030 Bruxelles)

Inscription et infos : ITECO

Tél. : 02.243 70 30 www.iteco.be

REJOIGNEZ LA MASSE CRITIQUE PRENDS TON VÉLO POUR PLUS DE VÉLO

Ensemble, nous allons encourager une politique « cyclistes admis », sensibiliser au respect de l'environnement et encourager la convivialité entre Carolos.

La masse critique se déroule chaque dernier vendredi du mois. Le départ se fait à 17h30, à partir de la Charles II - Charleroi. RDV à l'apéro-cyclo après la course

Informations : page facebook « Masse Critique à Charleroi »

VIVRE: LES MÉTIERS DU SOCIAL, 100 ANS D'HISTOIRE ET DE FORMATION

Cette exposition retrace les transformations des métiers du social depuis un siècle à travers les pratiques et la formation sociale, tout en éclairant les enjeux et perspectives de ces métiers.

Dates : du 21 décembre au 7 avril

Lieu : La Fonderie (Rue Ransfort 27 à 1080 Molenbeek)

Infos sur le programme de conférences : www.lafonderie.be

RENCONTRES ICI

À l'initiative du Réseau Transition,

s'organiseront du 13 au 26 mars les Rencontres des Initiatives Citoyennes Innovantes (ICI). Ces rencontres se clôtureront par les Assises de la Transition qui auront lieu les 25 et 26 mars au Palais des Congrès de Namur.

Infos : Réseau Transition www.reseautransition.be



Reportage &

Manifestation pour la justice migratoire !

Stop aux politiques anti-migratoires, stop au racisme !

Les politiques anti-migratoires du gouvernement Michel sont meurtrières jusque sur nos routes et le resteront même avec un autre gouvernement si nous ne faisons rien. Les rafles continuent ! Cela fait des mois que des opérations policières sont organisées au Parc Maximilien ou dans les lieux publics (gares, stations de métro, transports en communs, lieux culturels). Sous couvert de la lutte contre l'insécurité, le gouvernement organise la chasse aux personnes sans-papiers partout où il le peut afin de les arrêter et de les emprisonner. Les personnes qui tentent de témoigner, filmer ou s'opposer à ces rafles sont victimes de violences et abus policiers.

Certain.e.s sont arrêté.e.s administrativement, ce qui est une atteinte grave à la liberté d'informer et la liberté de filmer la police dans le cadre de ses fonctions sur un lieu public.

Depuis cet été, au centre fermé 127bis, les premières "unités familiales" ont été ouvertes : ce sont en réalité des prisons dans lesquelles des enfants sont emprisonné.e.s avec leurs parents.

Manifestons pour une justice migratoire ce 12 janvier pour dénoncer ces politiques injustes et racistes !

RDV 14h à la Gare du Nord-Bruxelles

Info : <https://www.facebook.com/events/356858491781908/>

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400
Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000
Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI – THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000
Charleroi • 071.31.22.56

DINANT – PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590
Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100
La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000
Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8 - 7500
Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800
Ath • 068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700
Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000
Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500
Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700
Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000
Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800
Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700
Eupen • 087.59.46.30



© Reportage photo & 98

LA PHOTO ET MOI, UNE GRANDE HISTOIRE

« Une image vaut mieux que mille mots » (Confucius)

Étudiant à l'ISCO de Charleroi, je vous présente une de mes passions, la photo...

Depuis longtemps, la photo fait partie de ma famille ! En effet, certain.e.s en sont amateur.rice.s et possèdent toute une collection de photos, dias et vidéos. Souvenir gravé lors d'un moment bien précis, l'image reste, pour notre mémoire, une pensée et/ou nous rappelle des moments de notre vie.

Mes photos sont celles de ma région et de ma ville, Charleroi dont je suis fier, cette ville qualifiée de « pays noir » où je suis né. Même si pour certain.e.s c'est Chicago, il y a un renouveau enclenché. Se positionner sur un terril nous offre une vue différente de ce que l'on connaît de Charleroi et de ses environs. Le fait d'y voir les usines nous montre aussi son côté industriel et son histoire liée au travail de la métallurgie et de la mine.

Dans le cadre de mon militantisme chez Caterpillar, j'ai photographié les différents combats menés entre 2010 et la fermeture du site en 2017. Lors de la première annonce en 2013, Roger Lenoble (président des syndicats) et Paul Fichera (délégué principal) m'ont demandé de communiquer via les réseaux sociaux et, avec le digital, quoi de mieux que de montrer aux personnes internes et externes de l'entreprise les différentes informations en photos et vidéos. Cet outil m'a donné l'envie de reprendre la photo, à mes heures perdues. Je les remercie de m'avoir offert cette possibilité !

Les différentes formations à la CSC et à l'ISCO, ainsi que la vie en entreprise, m'ont aidé à développer une autre approche sur la vie en général. Lors de l'annonce de la fermeture de Caterpillar, j'ai réalisé plusieurs interviews qui m'ont donné l'envie d'entreprendre une formation en communication digitale. J'ai eu alors l'opportunité de faire une formation en photographie par drone, ce qui donne des images complètement différentes. Les paroles s'envolent, les images restent ! Avec la communication digitale, nous avons la chance d'avoir, en plus des écrits, des images qui viennent étoffer l'information. Les différentes générations ont ainsi été atteintes, la rapidité de la communication étant essentielle dans notre société !

Jean-Louis Seguin